

BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 JUIN 2025

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/353		
PLAN LOGEMENT D'ABORD 2 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 34 500 € A L'ASSOCIATION FEDERATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITE (FAS PACA) POUR L'ANNEE 2025 ET AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/353

BUREAU DU 16 JUIN 2025

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD 2 - ATTRIBUTION DE
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 34 500 € A
L'ASSOCIATION FEDERATION DES ACTEURS DE LA
SOLIDARITE (FAS PACA) POUR L'ANNEE 2025 ET
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5217-1, L.5211-1 et L.2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024, autorisant la signature de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Etat,

VU le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « Plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

VU la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 Janvier 2021,

VU la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le Plan Logement d'Abord 2 métropolitain,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions,

CONSIDERANT que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

CONSIDERANT que dans le cadre premier Plan Logement d'Abord, l'association FAS PACA a été soutenue pour son action visant à définir le socle commun de connaissances dont les acteurs du secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion (AHI) du territoire ont besoin pour déployer la politique publique du Logement d'Abord.

CONSIDERANT que dans le cadre du Plan Logement d'Abord 2, il est proposé de poursuivre le soutien à l'association FAS PACA pour les deux actions suivantes d'acculturation et de formation :

- garantir un socle commun de connaissances pour les professionnels accompagnant les personnes vers une insertion durable par le logement,
- et déployer des séminaires d'acculturation pour tous les autres acteurs, institutionnels et associatifs, soutenant cette démarche.

CONSIDERANT qu'il convient ainsi de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques de la poursuite de ce partenariat,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée, intitulée « Convention 2025 d'objectifs entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS PACA) dans le cadre du Plan Logement d'Abord 2 ».

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention avec l'association Fédération des Acteurs de la Solidarité PACA (FAS PACA).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à prendre tout acte et à signer tout document rendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

D'ATTRIBUER à l'association Fédération des Acteurs de la Solidarité PACA FAS PACA une subvention de trente-quatre mille cinq cent euros (34 500 €) au titre de l'année 2025.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

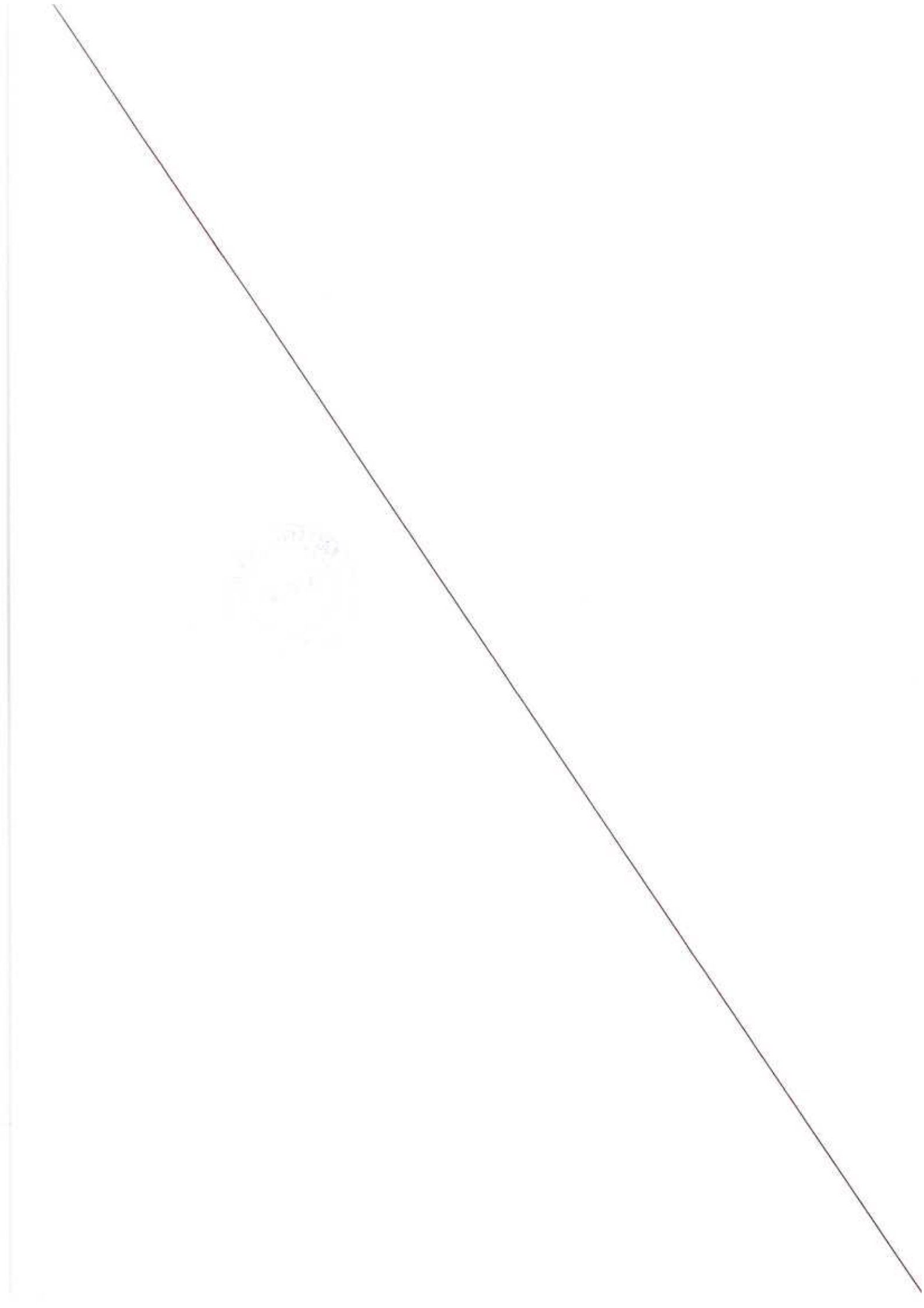
Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Convention annuelle d'objectifs 2025
entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et
la Fédération des Acteurs de la Solidarité - FAS PACA
dans le cadre du plan Logement d'Abord 2 – pour les actions de formations
et d'acculturation au Logement d'Abord

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association **FAS PACA Corse** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 3 place d'York, 13200 ARLES représentée par le ou la responsable dûment mandaté, Monsieur MILA Thierry, président, habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole s'est engagée comme territoire de mise en œuvre accéléré du *Logement d'Abord et de la lutte contre le sans-abrisme* en 2021. L'objectif général est de lutter contre le sans-abrisme, le mal logement, la précarité ; et de favoriser l'insertion durable des personnes à partir de l'accès ou du maintien dans le logement. Elle a déployé un premier plan Logement d'Abord (LDA) de 2021 à 2024. Conformément aux orientations nationales et aux besoins et objectifs de son territoire, la Métropole s'engage dans le Plan Logement d'Abord 2 (LDA 2 _2024-2027), soutenue par les services de l'Etat (Dihal¹ et DDETS du var). Le plan LDA 2 métropolitain s'articule autour des trois axes du plan national pour *le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme* (2024-2027) :

- Axe 1: Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité
- Axe 2: Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations
- Axe 3: Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

La feuille de route 2024-2027 a été travaillée avec les partenaires institutionnels et opérationnels à partir : du bilan du plan LDA 1, des évaluations des besoins (diagnostics partagés) et d'un atelier d'écriture de la

¹ Dihal : Délégation Interministérielle à l'Hébergement et l'Accès au logement

feuille de route métropolitaine. Le travail d'ingénierie, engagé à partir de la feuille de route, a abouti au projet territorial présenté à la Dihal ; projet validé en septembre 2024.

Les actions LDA 2 portées par la Métropole, actions à reconduire, à poursuivre et à engager par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant la période 2024-2025 ont pour visée :

1. La coordination et l'intégration de nouveaux acteurs
2. L'interconnaissance et la connaissance
3. L'efficience de l'accompagnement global
4. Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
5. Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques

Les actions sont portées par la Métropole, soutenues par de nombreux acteurs institutionnels (DDETS, CD 83, CAF, ARS, ...) et acteurs opérationnels. Elles s'articulent avec celles du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2024-2030 (PDALHPD). Elles sont détaillées dans des fiches actions (FA).

La présente convention, signée avec l'association FAS PACA, s'inscrit dans l'axe 3.3 du plan LDA : *« Faciliter l'appropriation du Logement d'Abord par les territoires et les professionnels suivant leurs besoins »*.

Les 2 actions concernées s'intitulent :

- Action 5 Bis – Garantir un socle commun de connaissances pour les professionnels accompagnant les personnes (formations)
- Action 17 – Le LDA pour tous (séminaires et actions d'acculturation pour toutes les typologies d'acteurs du territoire)

présentation de l'association (objet – publics) :

La Fédération est un réseau généraliste de lutte contre les exclusions. Elle regroupe plus de 900 associations et organismes qui agissent pour la solidarité. La Fédération a été créée en 1956, depuis elle est composée d'une tête de réseau et de 13 Fédérations régionales indépendantes. Les Fédérations régionales animent le réseau des adhérents et les représentent au niveau territorial.

Ces structures représentent environ 2800 établissements et services qui représentent notamment 90 % des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), un grand nombre d'accueil de jour et de logements pour les plus précaires, la majorité des places d'accueil pour demandeurs d'asile et réfugiés et plus de 500 structures d'insertion par l'activité économique. La Fédération compte également 17 adhérents nationaux qui sont des associations nationales.

Les adhérents de la Fédération assurent des missions d'accueil, d'accompagnement et d'insertion des personnes en précarité, avec une approche globale de la personne, en traitant les multiples problématiques liées à l'exclusion : hébergement et logement, santé, insertion et emploi, accès aux droits, accès à la culture, lien social... Ils gèrent aussi en propre directement des places d'hébergements, des logements, des services de soins et des activités d'économie sociale et solidaire avec réalisées par des salariés en insertion (maraîchage biologique, ressourceries, garages solidaires, services à la personne etc.).

La FAS contribue à l'élaboration des politiques publiques, en proposant aux pouvoirs publics des solutions issues de l'expérience, des besoins et des idées de ses adhérents, en se mobilisant en faveur de la lutte contre les exclusions, l'accès aux droits fondamentaux des personnes, de la citoyenneté et du retour à l'autonomie. La Fédération fait partie de collectifs associatifs, elle peut donc organiser seule ou avec ses partenaires des manifestations citoyennes et des temps de mobilisation sur tous ses sujets d'expertise.

Pour répondre au besoin et au droit fondamental des personnes d'avoir un logement digne, les adhérents de la Fédération leur proposent des solutions d'hébergement de durée plus ou moins longue, dans des centres collectifs comme en appartements, ou à l'hôtel, et de logement adapté, ainsi qu'un accompagnement social pour favoriser leur accès durable au logement. Le secteur de l'accueil, l'hébergement et l'insertion (AHI) s'est structuré autour d'un principe : celui de l'accueil inconditionnel de toutes les personnes en détresse médicale, psychique ou sociale qui le sollicitent.

La Fédération défend le Logement d'Abord (LDA) et la lutte contre le sans-abrisme, pour le développement d'une politique publique « *de la rue au logement* », en faisant des dispositifs de la veille sociale des leviers pour l'accès aux droits des personnes sans domicile ou en situation d'exclusion. La généralisation du Logement d'abord n'est possible qu'en produisant une offre de logements très sociaux en quantité et en qualité adaptée aux besoins, ainsi qu'en développant et en adaptant le logement accompagné. La réussite du Logement d'abord s'appuie sur plusieurs piliers dont un accompagnement modulable dans le temps, flexible, pluridisciplinaire et respectueux du droit des personnes et le développement du pouvoir d'agir des personnes.

C'est pourquoi, la FAS PACA s'est engagée auprès de la métropole TPM dans les actions d'acculturation au Logement d'Abord et à la formation des professionnels du secteur de l'accueil, l'hébergement et l'insertion (AHI), afin de mieux accompagner les habitants à une insertion durable par le logement.

Origine du projet :

La présente convention s'inscrit dans la continuité de l'action de la FAS PACA dans le plan LDA 1 métropolitain. Dans l'axe 1 du plan « *Observation, coordination, formation* », la FAS a évalué les besoins en acculturation du territoire ainsi que les besoins en formation spécifique des professionnels du secteur de l'AHI. Après avoir validé la phase d'expérimentation des séminaires d'acculturation et de la formation LDA en 2024, la réalisation de la présente convention doit conforter un partage des enjeux et solutions par le logement d'abord, et, enclencher le changement de pratiques professionnelles chez les opérateurs.

Les actions décrites dans la présente convention s'adressent (voir les fiches actions 17 et 5 bis) :

- Pour les formations : aux travailleurs sociaux de MTPM et des associations privées et publiques du territoire,
- Pour les séminaires : aux élus et techniciens des communes, aux salariés concernés et intéressés par le LDA des secteurs privés et publics des collectivités de la métropole, aux bénévoles des associations du territoire, aux représentants des personnes accompagnées ...

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'association FAS PACA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration et tel qu'il est présenté dans les Fiches Actions (FA) 5 bis et 17 ainsi que dans les annexes I et II.

Ainsi, l'association propose de réaliser sur le territoire MTPM les actions de formations et d'acculturation telles que définies ci-dessous et dans les fiches actions 5 bis et 17 du plan Logement d'Abord 2 et dans les annexes à la présente.

Pour ce faire, l'association s'appuie sur ses missions, ses savoir-faire, ses outils spécifiques, sur son propre réseau de partenaires ainsi que sur les partenaires de la Métropole.

▪ **Objectifs de l'action 5 Bis – Garantir un socle commun de connaissances pour les professionnels accompagnant les personnes (formations)**

Sur la base de la 1^{ère} session de formation réalisée en 2024, reproduire les formations LDA afin de provoquer le changement de paradigme chez les professionnels chargés d'accompagner les personnes dans leur accès et leur maintien dans le logement.

1. Réaliser 2 sessions de formation de 2 jours chacune, afin de guider le changement de pratiques professionnelles liées à la philosophie et aux objectifs du Logement d'Abord
2. Chaque session de formation sera *d'a minima* 2 jours
3. Chaque session de formation pourra accueillir 30 personnes
4. Chaque session donnera lieu à une évaluation qualitative (changement des pratiques professionnelles). Le bilan quantitatif et qualitatif est présenté à la Métropole.
5. En relation avec le SIAO : repérage des professionnels à former en fonction des formations réalisées en 2024, et mobilisation des professionnels (délai de prévenance d'un minimum de 2 mois pour permettre les inscriptions / tenir compte du remaniement des plannings des équipes de terrain).
6. Finalisation de l'adaptation de la formation LDA en e-learning et mise à disposition de 300 connexions (comprenant le nombre de connexions prévues sur 2024 et celles prévues sur 2025).

Le public visé : les professionnels du secteur de l'accueil, l'hébergement et l'insertion (AHI) en priorité.

NB : contrairement à ce qui a été fait en 2024, pour des raisons de contrainte budgétaire, il n'est pas attendu de la FAS PACA de fournir ni d'accueil café le matin, ni de buffet déjeunatoire sur la pause méridienne.

▪ **Objectifs de l'action 17 - Le LDA pour tous (séminaires et actions d'acculturation pour toutes les typologies d'acteurs du territoire – depuis les politiques jusqu'aux techniciens)**

Réaliser une acculturation en accéléré des divers acteurs qui sont concernés par l'accompagnement global (multithématique).

Mélanger les typologies d'acteurs sur les différentes journées pour créer à la fois l'acculturation au LDA et l'interconnaissances des acteurs.

- Garantir une connaissance du domaine du "logement d'abord"
- Initier un réseau de partenaires et développer le travail de coordination
- Partager les expériences
- Améliorer les pratiques d'accueil, d'orientation et de réponse.

1. Réaliser 3 journées de séminaire sur le modèle du 1^{er} séminaire LDA réalisé en 2024.
2. Proposer des pistes d'amélioration de contenu suite au bilan qualitatif.
3. Programmer, organiser et animer les séminaires.
4. Pour chaque séminaire : une jauge de 100 personnes minimum est prévue.
5. Pour chaque séminaire une évaluation qualitative est réalisée.
6. Le bilan quantitatif et qualitatif est présenté à la Métropole.
7. Pour chaque journée de séminaire, la FAS PACA prend à sa charge l'accueil café-viennoiseries du matin.

L'association FAS PACA participe aux instances et groupes de travail relatifs au plan LDA.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année (2025) /Elle est conclue pour une durée de (12 mois).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, **l'association FAS PACA** à hauteur de **34 500€ (trente-quatre mille cinq cent euros)** conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Cette subvention est composée des financements prévus au plan Logement d'Abord 2, soient : 22 500€ pour l'action 5 Bis concernant les formations, et, 12 000 € pour l'action 17 concernant l'acculturation.

Ce montant sera inscrit au Budget principal/imputation budgétaire : compte 65748.1 dans l'opération 5219.

Le concours apporté à la réalisation de la convention provient d'un financement spécifique du Plan Logement d'Abord 2, validé annuellement avec la Dihal.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **34 500 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % **soit 17 250 euros**, à la notification de la convention,
- Le solde, soit **17 250 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros)

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs:

Indicateurs quantitatifs (non exhaustifs) :

- Nombre de séminaires réalisés / nombre prévu
- Nombre de formations réalisées / nombre prévu
- Nombre de participants aux séminaires
- Nombre de participants aux formations
- Nombre et motifs de participation assidue ou de non-participation
- Nombre et motifs d'abandon

Indicateurs qualitatifs (non exhaustifs / à mettre en regard du statut du répondant) :

Séminaires d'acculturation	Formations AHI
Evolution des connaissances des principes du LDA avant et après le séminaire	Programme adapté aux besoins du professionnel
Le séminaire a permis d'acquérir des informations et connaissances complémentaires concernant le LDA	La formation a permis de comprendre l'évolution des politiques publiques du logement et de l'insertion.

Possibilité d'appliquer les principes du LDA dans les pratiques professionnelles	La formation a permis d'identifier les changements de postures professionnelles que nécessitent l'approche Logement d'Abord.
Contenu du séminaire en adéquation avec les attentes	La formation a permis d'appréhender les innovations sociales liées aux principes du LDA.
***	Le répondant a le sentiment que la formation améliore ses compétences.
***	Le répondant évalue dans quelle mesure la formation lui permettra d'appliquer les nouvelles compétences dans sa pratique professionnelle, dans son équipe.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association fournira un rapport d'activité au plus tard 2 mois après la fin de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

La Coordinatrice du Plan Logement d'Abord exerce le suivi et l'évaluation de l'action menée par l'association FAS PACA.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de **12 mois**, dans le cadre des objectifs et des financements du Plan Logement d'Abord 2. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Le _____, à Toulon

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

le Président de la FAS PACA Corse

Jean-Pierre GIRAN

Thierry MILA

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : actions de formations et d'acculturation au Logement d'Abord

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
50111,13€	34500€	34500€

a) Objectif(s) :

Formation pour les professionnels du secteur de l'AHl en présentiel

- Maîtriser les concepts fondamentaux du Logement d'abord
- Accompagner les futurs gestionnaires à l'appropriation des concepts, principes et outils du modèle.
- Permettre aux futurs professionnels du dispositif de maîtriser les concepts, principes et outils du logement d'abord
- Accompagner à la mise en œuvre opérationnelle du logement d'abord
- Améliorer la relation avec l'usager et la qualité globale de l'accompagnement socio-éducatif

Informations auprès des Travailleurs Sociaux (TS) du territoire, en présentiel

- Comprendre le contexte et les ancrages du Logement d'Abord (décryptage d'une politique publique déjà « ancienne ») et s'approprier l'évolution des politiques publiques d'hébergement et d'accès au logement ;
- Connaître le droit des personnes dans l'hébergement et le logement qui cadre l'intervention des travailleurs sociaux ;
- S'approprier et savoir utiliser des outils concrets d'aide et d'appui aux changement de pratiques et de posture professionnelle selon deux axes :
 - L'accompagnement social dans le logement et de la rue au logement ;
 - Le développement du pouvoir d'agir des personnes accompagnées.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o nombre de participants à la formation TS,
 - o nombre de participants aux séminaires.
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Dans une logique d'intelligence ouverte, l'évaluation sera faite conjointement par l'animateur et les participants. Critères d'évaluation immédiate : Satisfaction des participants, sentiment d'avoir gagné du temps, qualité des apports théoriques, utilité pratique des formations, plaisir éprouvé à participer, motivation professionnelle renforcée.

- o Perception de l'accessibilité aux activités du projet
- o Motifs de participation assidue ou de non-participation
- o Motifs d'abandon

c) Public(s) visé(s) : *(voir fiche action 17) : les travailleurs sociaux de MTPM et des associations privées et publiques du territoire, pour les formations, et pour les séminaires, les élus, les salariés concernés et intéressés par le LDA des secteurs privés et publics de la métropole, les bénévoles des associations du territoire.*

d) Localisation : Métropole Toulon Provence Méditerranée

e) Moyens mis en œuvre : Exposés théoriques, travaux participatifs, analyse de pratique, illustration avec des démarches innovantes, cours magistraux, travaux d'élaboration en petits groupes, accompagnement individualisé, vidéos témoignages etc...

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

Année 2025 ou exercice du 01.01.2025 au 31.12.2025			
CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	26 650,00	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achat formation 4 jours	8 000,00	73 - Dotations et produits de tarification	
formation e learning + reporting	6 250,00	74 - Subventions d'exploitation	34 500,00
Traiteur	2 400,00		
3 journées acculturation	10 000,00	TPM	34 500,00
61 - Services extérieurs	3 041,77		
Locations	1 676,84		
Entretiens et réparations	87,30		
Assurance	1 212,00	Conseil-s Régional(aux)	
Documentation	65,63		
62 - Autres services extérieurs	6 051,43	Conseil-s Départemental(aux)	
Rémunération intermédiaires et honoraires	1 100,00		
Publicités, publications	50,00		
Déplacements, missions	4 901,43	Communes, communautés de communes	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	200,00		
Impôts et taxes sur rémunération	200,00		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc...)	
64 - Charges de personnels	16 567,93	Fonds européens (FSE, FEDER, etc...)	
Rémunération des personnels	12 955,00	L'agence de services de paiement (emploi aidés)	
Charges sociales	3 612,93	Autres établissements publics	
Autres charges de personnels		Aides privées (fondations)	
65 - Autres charges de gestion courante	0,00	75 - Autres produits de gestion courante	18011,13
		756 - Cotisations	18 011,13
		758 - Dons manuels, Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées			
		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	

CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	52511,13	TOTAL DES PRODUITS	52511,13
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Contributions volontaires en nature			
86 - Emploi des contributions volontaires en natures	1	87 - Contribution volontaires en nature	1
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	1
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	1	875 - Dons en nature	
TOTAL	1	TOTAL	1

Cette action a mobilisé 0,6 ETP (0,2 CM1, 0,2 CM2, 0,2 SE)

La subvention sollicitée de 34 500€ représente 66% du total des produits du projet
--